



LA
DÉCADE
LA LETTRE DU CERCLE
JEAN-BAPTISTE SAY

Les lumières et la morale sont aussi nécessaires au maintien de la République que le fut le courage pour la conquérir.

J'ABONNE UN AMI!





Il nous l'avait bien dit

Mai 2023

« Un impôt exagéré détruit la base sur laquelle il porte »

Pour introduire notre 0/10 et 10/10 du mois, il semble opportun de rappeler ce que Say écrivait déjà en 1826 au sujet des excès de l'impôt et de la dépense publique.



« La jouissance ravie au contribuable est remplacée par celle des familles qui font leur profit de l'impôt ; mais outre que c'est une injustice que de ravir au producteur les fruits de sa production, lorsqu'on ne lui donne rien en retour, c'est une distribution de la richesse produite bien moins favorable à sa multiplication, que lorsque le producteur peut l'appliquer lui-même à ses propres consommations : on est plus excité à développer ses forces et ses moyens lorsqu'on doit en recueillir le fruit que lorsqu'on travaille pour autrui.

Les valeurs levées sur les contribuables sont en général dépensées de manière improductive. Et les dépenses improductives du gouvernement, bien loin d'être favorables à la production lui sont prodigieusement préjudiciables. Les impôts sont une addition aux frais de production; ils ont un effet opposé aux progrès de l'industrie qui favorisent à la fois la production et la consommation. L'impôt, en élevant les prix des produits, réduit la consommation qu'on peut en faire, et par conséquent la demande des consommateurs.

Si l'impôt produit parfois un bien par son emploi, il est toujours un mal quant à sa levée. Les raisonnements employés pour justifier les gros impôts sont des paradoxes modernes dont les agents du fisc se sont accommodés volontiers, mais qu'un certain bon sens naturel et les meilleurs princes ont toujours repoussés. Ceux-ci ont toujours recherché à réduire les dépenses de l'État. Les princes faibles ou pervers les ont tous les temps augmenté. Ils s'entourent de préférence de conseillers intéressés à leur prodigalité. Il en est qui prouvent, par des chiffres, que les peuples ne sont point chargés et qu'ils peuvent payer des contributions fort supérieures à celles qui leur sont imposées. D'autres apportent des plans de finance, et proposent des moyens de remplir les coffres sans charger les sujets. Mais un tel plan de finance ne peut donner au gouvernement que ce qu'il ôte au particulier, ou ce qu'il ôte au gouvernement luimême sous une autre forme. On ne fait jamais d'un coup de baguette quelque chose de rien. De quelque déguisement qu'on enveloppe une opération, quelques détours qu'on fasse prendre aux valeurs, quelques métamorphoses qu'on leur fasse subir, on n'a une valeur qu'en la créant ou en la prenant. Le meilleur des plans de finance est de dépenser peu et le meilleur de tous les impôts est le plus petit.





Un impôt ne rend jamais au fisc en proportion de l'extension qu'on lui donne; d'où est né cet adage dans l'administration des finances, que deux et deux ne font pas quatre. Un impôt exagéré détruit la base sur laquelle il porte. Par une raison contraire, une diminution d'impôt, en multipliant les jouissances du public, augmente les recettes du fisc et fait voir aux gouvernements ce qu'ils gagnent à être modérés. »

Traité d'économie politique chapitre IX – 1826 Publié dans la Décade de mai 2015.



Analyse économique

Mai 2023

Que sait-on en économie?

En tant que discipline, l'économie se voit souvent reprocher sa « Physics envy », jalousie de la physique. Autrement dit, comme le développement de la physique a réussi à expliquer en quelques lois le fonctionnement du monde physique, l'économie, et plus particulièrement la macroéconomie aimerait expliquer avec un nombre restreint de lois la totalité, ou tout du moins une grande partie des phénomènes économiques. La connaissance de telles lois permettrait de fonder les décisions de politique économique sur une évaluation certaine de leurs conséquences. Hélas, comme l'avait remarqué Elizabeth II, la Grande Crise Financière n'avait pas été prévue par les économistes. De même, les prévisions des banques centrales n'ont fait que suivre la poussée d'inflation actuelle et celle-ci s'est avérée beaucoup plus persistante qu'initialement prévu. Et l'économie réagit de manière parfois inattendue aux mesures économiques.

Les banquiers centraux qui doivent prendre leurs décisions ont d'ailleurs l'habitude de dire que la politique monétaire est plus un art qu'une science. Si les banques centrales utilisent des modèles économiques à la pointe de la recherche économique et construits avec la meilleure rigueur théorique, elles se reposent également sur tout un ensemble de données et d'analyses beaucoup plus simples pour prendre leurs décisions. L'économie est une matière trop complexe, trop mouvante pour se soumettre à une approche réductionniste. Mais alors toutes les recommandations de politique ne sont-elles vouées à n'être que l'expression des opinions et des préjugés de ceux qui les émettent ?

S'il est compliqué de savoir a priori si une politique économique sera bonne et portera du fruit, il est en réalité beaucoup plus simple de savoir ce qu'il ne faut pas faire. L'histoire économique regorge en effet de contre-exemples. Dans son ouvrage intitulé ils se sont si souvent trompés, Anne de Guigné présente différents exemples historiques de mauvaises politiques économiques dont les conséquences se sont révélées presque toujours désastreuses, mais dont l'attrait, lié à la simplicité ou la facilité, a fait qu'elles ont été trop souvent reprises. L'édit du Maximum de Dioclétien en 301 rappelle les effets désastreux du contrôle des prix. La rigidification du pouvoir autour de quelques familles à Venise ou l'attitude du pouvoir russe au XIX° siècle rappellent combien la protection des rentes ou des puissances en place peut être néfaste à la croissance à long terme. Les afflux de métaux précieux qui ont financé l'âge d'or Espagnol n'ont pas été utilisés pour soutenir l'activité domestique. En symétrique de la création monétaire débridée du système de John Law, on peut trouver les efforts du Royaume-Uni pour revenir à parité avec l'or d'avant la première guerre mondiale. Enfin, la mise en place des 35 heures constitue une énième itération du raisonnement fallacieux du gâteau à partager.

Quelles sont les raisons de ces erreurs ? L'ignorance d'abord. L'économie ne s'est constituée en tant que champ d'analyse indépendant qu'à partir du XVIII^e siècle. Ensuite, il fallait être capable de mesurer correctement les flux économiques, chose que l'on n'arrive à faire vraiment que depuis le milieu du XX^e siècle.





Mais le plus souvent, ces erreurs s'expliquent par un refus de voir les choses telles qu'elles sont. Nostalgie d'une grandeur passée ou désir de prestige, capture de la décision politique par des intérêts constitués potentiellement menacés par un changement bénéfique à tous, prépondérance de l'idéologie, calculs politiques à court terme : la liste des motifs d'aveuglement plus ou moins volontaire est longue.

Certes, l'économie n'a pas la puissance explicative et prédictive des sciences dures, mais l'histoire des erreurs économiques montre qu'il existe bien une sagesse économique...



Reçu 10/10

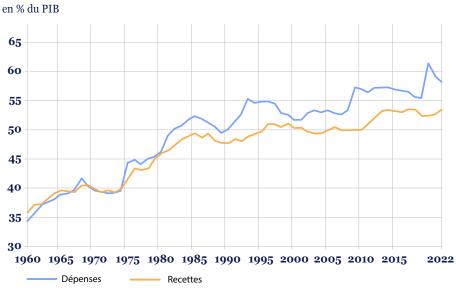
Mai 2023

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. » (Traité 1^{re} ed.)

« L'absolutisme inefficace », Jean-François Revel 1992

La Décade n'a pas pour mission de chroniquer les livres politiques. Toutefois dans un pays qui a fait le choix d'installer un niveau de dépenses et de recettes publiques tel que l'illustre l'Insee, il est difficile de soutenir que le champ économique échappe à la politique...

Dépenses et recettes publiques



Source : INSEE, comptes nationaux - base 2014

Jean-François Revel (1924-2006), journaliste et essayiste fut aussi enseignant et notamment professeur de philosophie au lycée Jean-Baptiste Say à Paris de 1959 à 1963. Publié en 1992, presque à mi-chemin entre aujourd'hui et la réforme de 1962 instaurant l'élection du Président de la République au suffrage universel direct, l'essai de Revel mérite d'être relu. Cherchant à établir un exécutif stable, la constitution de 1958 a produit une institution présidentielle devenue progressivement omnipotente, irresponsable et finalement inefficace. Le pouvoir présidentiel envahit tout, s'occupe de tout mais paralyse l'action et reste sans prise sur la société et impuissant à réformer. Le pouvoir législatif et le pouvoir judicaire perdent leur autorité, tandis que les médias et les réseaux dictent leur loi. C'est ce que Jean-François Revel appelle l'absolutisme inefficace qui





risque de se transformer en anarchie autoritaire. Les lecteurs de la Décade voudront sûrement rapidement (re)devenir de gourmands lecteurs de Revel après cette mise en bouche :

« L'État dépense trop parce qu'il dépense mal. Ce n'est pas verser dans le populisme, c'est au contraire le prévenir, que de pousser le pouvoir à dépenser mieux pour nous permettre de payer moins. L'impuissance gouvernementale à y parvenir explique en grande partie la montée des partis protestataires et le fameux désintérêt des citoyens pour la vie politique classique. Comment demander aux Français le civisme alors que le pouvoir leur donne le spectacle de l'incivisme ? Et il aggrave tout quand il s'efforce de calmer les citoyens non en réduisant les prélèvements mais en jouant la carte du clientélisme catégoriel, avec en outre le dessein d'en fidéliser ainsi un certain nombre en tant qu'électeurs. Cette course à l'abîme a, bien entendu, ses limites comme le montrent les débâcles électorales, chacun finissant par penser qu'il ne reçoit pas assez et qu'il paye trop. »

En attendant de célébrer le centenaire Revel en 2024 dont il sera intéressant de voir la place qui lui sera donnée dans les multiples exercices mémoriels publics, les lecteurs de la Décade visiteront le site <u>chezrevel.net</u> donnant un accès généreux à des archives sonores et vidéo qui rappellent la largeur et la profondeur de la réflexion et de l'œuvre de l'académicien.





Collé 0/10

Mai 2023

«L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner » (traité 1^{re} ed.)

Le grand gaspillage de l'argent public. « Où va notre argent ? » Agnès Verdier-Molinié. Éditions de l'Observatoire 2023.

Comme un écho contemporain à la critique dressée dès 1992 par Revel, Agnès Verdier-Molinié repart en campagne, inlassablement. Chaque livre qu'elle publie, chaque étude de l'Ifrap qu'elle dirige se font à hauteur de dépenses publiques et d'endettement plus élevés que la fois précédente...

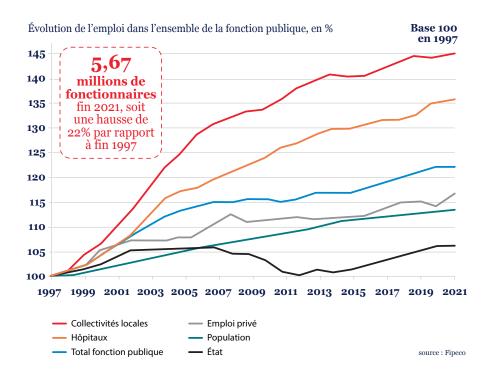
La première partie de son dernier livre rappelle le niveau et la structure des prélèvements obligatoires dans notre pays : 45,2% du PIB, un record historique et en comparaison de nos partenaires. Plus encore que le niveau c'est l'assiette de ces prélèvements qui conduit à l'appauvrissement de notre pays. Reposant beaucoup trop sur la production et notamment sur le travail, ces prélèvements trop élevés - entre autres facteurs - ont pénalisé la compétitivité de la France, facilitant sa désindustrialisation et gonflant ses déficits commerciaux.

Ainsi lorsque l'employeur paye 100 (pour un salaire mensuel net de 2023 euros) le salarié ne touche que 47. Cet écart de 53 est constitué des diverses cotisations sociales (dont la distinction salariales/patronales est en fait non pertinente) et des impôts sur le revenu. Bien entendu, plus le salaire augmente plus cette part augmente. Là où le salarié français ne touche que 47% de son « super brut » qui représente le coût / la valeur de son travail, la moyenne européenne est de 58,5% et la moyenne de l'OCDE de 65,3%. On comprend facilement les revendications pour plus de pouvoir d'achat!

Mais il ne faut pas oublier que ce niveau de prélèvement ne suffit pas. Du côté de l'État, pour 355 Mds de recettes en 2022 il dépense 513 Mds soit plus de 40% supplémentaires! Quel agent économique sérieux pourrait vivre en dépensant plus de 40% que ce qu'il gagne? Eh bien, l'État le fait en accumulant une dette toujours croissante, contrairement à ce qu'affirme le Ministre Le Maire, qui est maintenant de plus de 3 000 Milliards d'euros, soit presque 10 années de recettes! Mais le drame dans cette affaire est la dégradation des services rendus aux citoyens par ce moloch bureaucratique. Après les recettes extravagantes, les dépenses en vain : c'est la seconde partie de l'ouvrage d'Agnès Verdier-Molinié. De l'hôpital à l'éducation nationale en passant par toute sorte de privilèges, de gabegies, l'auteur montre bien que les français n'en ont pas pour leur argent ; rappelons ce que disait Revel : « l'État dépense mal parce qu'il dépense trop ». Coexistent ainsi les gaspillages les plus visibles et les pénuries les plus honteuses. C'est bien une question d'efficacité dont parle également Agnès Verdier-Molinié. Et non une question de moyens comme l'évoquent les partisans du toujours plus :



Toujours plus de fonctionnaires



Finalement c'est bien d'un piège pour la démocratie dont il s'agit : rappelons quelques articles de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 :

Article 13.

- Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable ; elle doit être également répartie entre les citoyens, en raison de leurs facultés.

Article 14.

- Les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

Article 15.

- La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

À bon entendeur!





Parole d'entrepreneur



Pierre Forté – Cofondateur et Président de Pragma Industries

www.pragma-industries.com

L'innovation chevillée au corps

Pierre Forté grandit à Dax. Lego-maniaque, il se nourrit depuis son plus jeune âge de challenges permanents. Il démonte tout ce qui lui passe par les mains, sans toujours pouvoir remonter ce qu'il a mis en pièces. Il a ce besoin incontrôlable de comprendre, d'améliorer, de créer. D'innover, de trouver des solutions à des problèmes apparemment insolubles. Il vit dans un monde de possibilités. Passionné par la techno et lecteur assidu de Sciences & Vie, il se rêve ingénieur.

Mais les maths, telles qu'elles sont enseignées dans les lycées français, le cantonnent au rang de cas désespéré et lui ferment les portent des écoles vers lesquelles il aurait aimé s'orienter. Ce sera donc un diplôme d'IUT en « méca », en faisant le pari que les passerelles lui permettraient finalement d'intégrer une école. En IUT, Pierre reste toujours aussi fermé aux maths à la française. Un monde bien trop abstrait pour déclencher la moindre motivation.

Mais, « premier miracle », il obtient son diplôme. Il présente un dossier à l'Université du Hertfordshire, à Hatfield, au nord de Londres, et, « deuxième miracle », il est pris en ingénierie aéronautique. Il découvre un nouveau mode d'enseignement des maths. Des maths appliquées à des cas pratiques, concrets, qui révèlent en lui une nouvelle fibre pour la conduite de projets. Il termine major de sa promotion : « Troisième miracle ».

On est en 2000 et les entreprises se battent pour recruter le peu d'ingénieurs disponibles. Il commence chez Dassault Aviation au Bourget. Muté sur les plateaux d'ingénieurs à Saint Cloud, il travaille sur des programmes aéronautiques sans fin. Pierre a du mal à trouver du sens à sa contribution. Envoyé en mission chez Thalès, il passe ses journées à « cracher » du code pour le Rafale, et à attendre que l'aiguille franchisse les 18h.

Non, décidément, le salariat, les règles, les cadres et la rigueur de ces grandes entreprises technos ne sont pas faits pour lui. En 2004, il crée Pragma Industries. La société, implantée à Biarritz, réalise un chiffre d'affaires de 1 M€, avec un objectif de doublement cette année. Il est entouré de 17 personnes spécialisées dans l'hydrogène et les piles à combustible.

En 2017 la société se lance dans un nouveau marché d'application : la mobilité légère urbaine - véhicules de moins de 500 kg - avec le développement de vélos à hydrogène. Elle en fabrique 500 cette année. Un positionnement atypique dans le monde de l'hydrogène, énergie dont les usages se concentrent sur la décarbonisation de l'industrie ou des transports lourds – bateaux, camions, bus, trains, avions.

Pragma a développé un savoir-faire unique à la fois sur la technologie embarquée dans les





véhicules et sur l'écosystème de production et de distribution de l'hydrogène en ville, au plus proche des usagers, avec une douzaine de stations installées en France sur des sites pilotes privés ou publics.

La société compte ses clients dans l'hôtellerie de luxe, dans l'automobile, et dans l'industrie.

1) Pourquoi être devenue entrepreneur?

Le côté entrepreneur de mon père a certainement exercé une grosse influence sur mes décisions. Une petite histoire m'a beaucoup marqué. Biologiste, il a créé son propre laboratoire d'analyses et il a rapidement développé une patientèle importante. Arrive une petite crise à la fin des années 70. Tout le monde serrait les boulons. Et puis un représentant vient le démarcher pour lui vendre un fax. Il n'avait jamais vu de fax de sa vie, c'était tout nouveau. Plutôt que de freiner les dépenses comme tout le monde, mon père s'est dit « Si je prends un fax et que j'en achète 20 autres que j'installe dans tous les cabinets médicaux de la région, je peux envoyer les résultats des analyses dans la journée et donc inciter les médecins à m'envoyer leurs patients ». En pleine crise économique, mon père va au contraire investir, en innovant, en apportant une nouvelle qualité de service. Et là, le labo a explosé.

Ensuite il y a aussi une question de personnalité. Je me suis rendu compte que je n'aimais pas avoir de patron, que je voulais être libre de faire ce que je veux faire, sans subordination. J'étais un ingénieur bien payé, célibataire, avec des économies confortables, mais mort d'ennui. Une réflexion s'imposait. J'avais envie de tenter l'aventure. J'avais envie de changer le monde. Comme beaucoup de jeunes à 26 ans. Et les planètes étaient alignées pour le grand saut.

2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre?

L'entrepreneur se met fortement en danger. Pour me lancer, j'ai emprunté 70 000 €. J'ai été pendant longtemps caution personnelle de la boîte. Ma maison était en jeu. Si on se plantait je perdais tout. Je ne me versais pas de salaire.

Le risque est un différenciateur fort. Vous pouvez avoir la personnalité, le côté fédérateur, des qualités de leadership et de communication. Mais voilà, à un moment, il faut prendre le risque. Est-ce que vous êtes capable de prendre le risque, d'avoir suffisamment confiance en vous pour y aller ? Parce qu'il faut avoir une très grande confiance en soi.

Vous avez des gens qui ont des profils d'entrepreneurs, mais qui ne se mettent pas en danger. Quand vous faites de l'intrapreneuriat par exemple, le risque est faible. Une autre qualité essentielle de l'entrepreneur, et autre différenciateur, est la ténacité. Une qualité que vous devez démontrer quand vous mettez tout ce que vous avez sur la table et qu'il n'y a pas de repli possible. La ténacité, la capacité à rebondir, c'est essentiel. Il faut rebondir tout le temps. Le boulot d'un entrepreneur, c'est quand même de se prendre des murs tous les jours, se relever et repartir.

3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur?





D'après moi il y a 3 créations de valeur : la valeur pour le client, la valeur pour les collaborateurs, et la valeur pour les actionnaires. Une entreprise qui est durable, c'est une entreprise qui met la création de valeur pour ses clients en premier.

On vit dans un monde où les entreprises mettent souvent les actionnaires avant tout. Vous ne pouvez pas raconter que vous avez une vision pour votre entreprise et dire que votre objectif c'est de servir des dividendes. Ça n'est pas possible.

La plupart des entrepreneurs célèbres qui portaient une vision forte, dans la Silicon Valley par exemple, avaient le client et le produit au cœur de leur stratégie. Et ensuite les collaborateurs, parce que n'importe quel entrepreneur sait que sans une équipe solide et compétente, vous n'arrivez à rien.

Après, oui, il faut des actionnaires qui soient contents, parce que sans argent on ne peut rien faire. L'actionnaire est là pour financer en espérant en retirer des bénéfices.

Ce qui m'a motivé en créant Pragma Industries, c'est de faire des choses bien. Je faisais des armes avant... J'ai créé Pragma Industries pour participer à la transition énergétique, laisser une pierre positive. Pour moi, la création de valeur, ça sera si dans 20 ans, on se retourne et on dit « ... les gars, avec Pragma Industries, vous avez fait quand même un grand truc pour démocratiser l'hydrogène ». Voilà, ça, ça sera une vraie création de valeur. Et si je deviens un jour millionnaire avec Pragma Industries, je serais très content mais ça n'est pas la priorité.

Quant aux collaborateurs, j'essaie de donner du sens à leur travail. Et de la fierté de participer au développement d'une offre innovante et créatrice de valeur. D'ailleurs en ce moment deux d'entre eux sont en photo en 4x3 sur les grilles du Luxembourg dans le cadre d'une expo sur les fleurons de l'industrie française.

4) Quelles sont les trois ou quatre mesures à prendre pour améliorer le développement des entreprises françaises ?

Quand on crée une entreprise en France, on est dans des conditions très favorables. Quand j'ai quitté mon employeur, je me suis mis en disponibilité pendant deux ans. Mon employeur a accepté de maintenir mon contrat de travail, avec un retour possible en cas d'échec. Pôle emploi m'a versé un salaire pendant 2 ans, en accompagnement à la création d'entreprise. Et puis il y a le CIR, le crédit d'impôt recherche. Et si vous ne payez pas encore d'impôts sur les sociétés, c'est BPI qui vous finance. Ce sont des mécanismes qui sont uniques au monde.

Créer en France est très facile. Développer en France est moins simple. C'est quand on se développe que l'on sent le poids du fiscal et la complexité du social.

a/ Aider au développement par la flexibilité sociale et fiscale

Ça n'est pas raisonnable d'attendre d'une boîte de 20 personnes de respecter les mêmes règles que celles imposées aux grands groupes. Les fameux seuils créent une complexité inutile. En tant qu'entrepreneur, vous passez votre temps à faire de la gestion et pas à développer votre boîte. Et puis si vous avez le malheur de bien gagner de l'argent, là vous avez le poids fiscal. Or, il ne faut pas oublier que ce qui assure la longévité d'une entreprise, c'est la vision de l'entrepreneur et le cashflow. Il faut dégager du cash pour durer. Il faut du cash pour amortir les coups durs, les crises.





Il faut aussi changer les mentalités. L'entrepreneuriat est ancré bien plus profondément et bien plus naturellement dans d'autres cultures, aux États-Unis ou en Asie par exemple. Dans la culture anglo-saxonne ou même asiatique, chinoise, notamment, entreprendre, réussir, échouer, c'est normal, ça fait partie du parcours de la vie.

Le changement passe par l'enseignement. J'ai pu comparer l'enseignement à la française et l'enseignement à l'anglo-saxonne. L'enseignement à la française est un enseignement très normé, très cadré. Si je caricature, on va dire que si on restitue correctement ce qu'on apprend, on a de bonnes notes. L'enseignement à l'anglo-saxonne est un enseignement bien plus promoteur d'une forme d'entrepreneuriat personnel. Parce que vous montez vos projets. Vous êtes dans une logique où vous devez développer certains savoirs par vous-même. Ce sont des enseignements qui sont faits pour développer votre individualité, votre confiance en soi, vos capacités et même votre éloquence. J'ai été très surpris de devoir faire des exercices d'éloquence en université en Angleterre. L'enseignement à la française vous fait rentrer dans un moule. L'enseignement anglo-saxon privilégie l'individualité. Et à partir de là, vous créez deux types de personnalités différentes. Quelqu'un qui a suivi un cursus anglo-saxon de formation aura une individualité plus forte, il sera plus préparé à se lancer dans cette culture de l'entrepreneuriat qu'un français.





Mai 2023

POURQUOI « LA DÉCADE »?

«La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1804 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d'instruire et amuser »!

«La Décade», publiée sur internet 10 fois par an, autour du 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say (www.cerclejeanbaptistesay.com), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité!

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.

